

**PROVINCE DE QUÉBEC  
MRC DE MEMPHRÉMAGOG  
MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE NORTH HATLEY**

**RÈGLEMENT NUMÉRO 2024-753**  
concernant les droits de mutations  
immobilières

**ATTENDU QUE** la loi concernant les droits sur les mutations immobilières a été modifiée le 2 décembre 2019

**ATTENDU QUE** toute municipalité doit percevoir un droit sur le transfert de tout immeuble situé sur son territoire, calculé en fonction de la base d'imposition établie conformément au deuxième alinéa;

**ATTENDU QUE** l'avis de motion du présent règlement a été dûment donné lors de la séance régulière du 15 janvier 2024.

**ATTENDU QUE** qu'il est dans l'intérêt de la Municipalité d'adopter le présent règlement ;

**SUR PROPOSITION DÛMENT FAITE ET APPUYÉE,  
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR LES CONSEILLERS**

QUE le présent règlement soit adopté et qu'il décrète ce qui suit :

**Article 1 : Préambule**

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante.

**Article 2 :**

La base d'imposition est établie tel que suit :

1. Sur la tranche de la base d'imposition qui n'excède pas 58 900 \$ : 0,5%;
2. Sur la tranche de la base d'imposition qui excède 58 901 \$ sans excéder 294 600 \$ : 1 %;
3. Sur la tranche de la base d'imposition qui excède 294 601 \$ sans excéder 500 000 \$ : 1,5 %;
4. Sur la tranche de la base d'imposition qui excède 500 001 \$ sans excéder 750 000 \$ : 3 %;
5. Sur la tranche de la base d'imposition qui excède 750 001 \$ sans excéder 1 000 000 \$ : 3.5 %
6. Sur la tranche de la base d'imposition qui excède 1 000 001 \$ et plus : 4 %;

**Article 3 :**

Le législateur prévoit également désormais que les tranches de la base d'imposition, prévue à l'article 2 L.D.M.1., seront indexées à chaque exercice financier municipal suivant l'ensemble des prix à la consommation pour le Québec. Les montants applicables sont publiés à la Gazette officielle<sup>2</sup> au plus tard le 31 juillet précédant le début de l'exercice visé.

**Article 4 :**

À compter de l'exercice financier 2024, les montants applicables sont les suivants :

1. Sur la tranche de la base d'imposition qui n'excède pas 58 900 \$ : 0,5%;
2. Sur la tranche de la base d'imposition qui excède 58 901 \$ sans excéder 294 600 \$ : 1 %;
3. Sur la tranche de la base d'imposition qui excède 294 601 \$ sans excéder 500 000 \$ : 1,5 %;
4. Sur la tranche de la base d'imposition qui excède 500 001 \$ sans excéder 750 000 \$ : 3 %;
5. Sur la tranche de la base d'imposition qui excède 750 001 \$ sans excéder 1 000 000 \$ : 3.5 %
6. Sur la tranche de la base d'imposition qui excède 1 000 001 \$ et plus : 4 %;

**Article 5 :**

Lorsqu'un immeuble dont il y a transfert est situé sur le territoire de plus d'une municipalité, un seul droit de mutation est dû pour l'ensemble des municipalités intéressées qui se le partagent en fonction de la base d'imposition attribuable au territoire de chaque municipalité visée. Le parfait paiement du droit à l'une quelconque de ces municipalités libère le débiteur à l'égard de toutes ces municipalités. Ces dernières peuvent exercer solidairement le recours prévu à l'article 15.

**Article 6 :**

Le droit de mutation est exigible à compter du trente et unième jour suivant l'envoi d'un compte à cet effet par le fonctionnaire chargé de la perception des taxes de la Municipalité. Il porte intérêt à compter de ce jour aux taux alors en vigueur pour les intérêts sur les arriérés de ces taxes.

Le compte doit informer le débiteur des règles prévues au premier alinéa.

**Article 7 :**

Lorsque le fonctionnaire chargé de la perception des taxes de la Municipalité est d'avis que le montant de la base d'imposition du droit de mutation ou le montant de ce droit est différent de celui qui est mentionné dans la réquisition d'inscription, dans l'avis de divulgation et dans la déclaration prévue au deuxième alinéa de l'un des articles 9, 10.1 et 10.2, ou que le transfert a été faussement interprété comme étant l'un de ceux que vise le chapitre III, il doit faire mention au compte de tout changement qu'il juge devoir apporter aux mentions contenues dans la réquisition, dans l'avis de divulgation et dans la déclaration.

**Article 8:**

Le droit de mutation est payable en fonction des mentions modifiées contenues dans le compte, sous réserve de tout jugement passé en force de choses jugées résultant d'une poursuite intentée en vertu de l'article 16.

**Article 9:**

Pour les exonérations du paiement du droit de mutation, se référer à la Loi.

**Article 10:**

Pour les droits supplétifs, se référer au règlement sur les droits supplétifs.

**Article 11:**

Sauf ceux dont la loi prévoit déjà le caractère public, sont confidentiels tous renseignements obtenus dans l'application de la présente loi. Il est interdit à toute personne de communiquer ou de permettre que soit communiqué à une personne qui n'y a pas légalement droit un tel renseignement ou de permettre à une telle personne de prendre connaissance d'un document contenant un tel renseignement ou d'y avoir accès.

Toutefois un tel renseignement peut, à la demande écrite de l'intéressé ou de son représentant autorisé, être communiqué à une personne désignée dans la demande.

Le présent article s'applique malgré l'article 9 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1).

Quiconque contrevient au présent article commet une infraction et est passible d'une amende n'excédant pas 1 000 \$.

**Article 12:**

Pour l'application des articles 678.001 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1) et 196, le droit de mutation est assimilé à une taxe municipale.

**Article 13: Entrée en vigueur**

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

---

MARCELLA DAVIS GERRISH  
Mairesse

---

BENOIT TREMBLAY  
Directeur général et Greffier-Trésorier

AVIS DE MOTION : 15 janvier 2024  
DÉPÔT ET PRÉSENTATION : 15 janvier 2024  
ADOPTION : 5 février 2024  
PUBLICATION : 7 février 2024